

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 10bis, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 1987 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, introduit par l'arrêté royal du 15 avril 1985 et modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1985, les mots « montant de base visé à l'article 11 de l'arrêté royal n° 72 » sont remplacés par les mots « montant visé à l'article 131bis, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 15 mai 1984 pour une pension de survie ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 3.** Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1990.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
Mme L. DETIEGE

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 10bis, § 1 van het koninklijk besluit van 22 december 1987 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd door het koninklijk besluit van 15 april 1985 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 oktober 1985, worden de woorden « het in artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 72 beoogde basisbedrag » vervangen door de woorden « het in artikel 131bis, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 15 mei 1984 beoogde bedrag voor een overlevingspensioen ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990.

**Art. 3.** Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 1990.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
Mevr. L. DETIEGE

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 230

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension

### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, stipule que le Conseil médical de l'invalidité prévu par la législation en matière d'assurance contre la maladie et l'invalidité, est chargé de constater si l'ayant droit à une pension de survie, âgé de moins de 45 ans est atteint d'une incapacité permanente de 66 p.c. au moins visée à l'article 4, § 3, alinéa 3 et à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984. De plus, il ajoute que lorsque l'ayant droit susmentionné peut également faire valoir des droits à une pension de survie à charge du régime des pensions des travailleurs salariés ou du régime des pensions des travailleurs indépendants c'est la procédure de reconnaissance de l'incapacité permanente de 66 p.c. applicable à ces régimes qui revêt un caractère prioritaire et la décision prise dans un de ces régimes est également valable en ce qui concerne la pension du secteur public, ceci afin d'éviter des évaluations médicales éventuellement divergentes.

Dans le cas où l'ayant droit à une pension de survie âgé de moins de 45 ans ne peut prétendre qu'à une pension de survie du secteur public, aucune procédure d'appel contre les décisions rendues par le Conseil médical de l'invalidité n'est prévue. Une possibilité de recours s'avère cependant indispensable. L'octroi de cette compétence d'appel aux tribunaux du travail prévu par les régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, ne peut s'appliquer aux pensions du secteur public car il entre en contradiction avec l'optique générale de l'article 578 du Code judiciaire suivant laquelle ces tribunaux ne connaissent que des contes-

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 230

Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, bepaalt dat de Geneeskundige Raad voor invaliditeit voorzien door de wetgeving inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering dient vast te stellen of de blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. bedoeld in artikel 4, § 3, derde lid, en in artikel 6, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 bereikt wordt in hoofde van een rechthebbende op een overlevingspensioen die de leeftijd van 45 jaar niet bereikt heeft. Daaraan wordt nog toegevoegd dat, indien de bovenvermelde rechthebbende eveneens rechten kan doen gelden op een overlevingspensioen ten laste van de regeling voor werknemerspensioenen of van de pensioenregeling voor zelfstandigen, de procedure tot erkenning van de blijvende ongeschiktheid van 66 pct. die van toepassing is op die regelingen, voorrang heeft en dat de beslissing die wordt genomen in een van die regelingen, eveneens geldig is voor het pensioen van de overheidssector, dit om eventueel uiteenlopende geneeskundige beoordelingen te voorkomen.

Ingeval de rechthebbende op een overlevingspensioen die de leeftijd van 45 jaar niet heeft bereikt, slechts aanspraak kan maken op een overlevingspensioen van de overheidssector, wordt in geen enkele procedure van hoger beroep tegen de beslissingen van de Geneeskundige Raad voor invaliditeit voorzien. Een mogelijkheid tot het instellen van hoger beroep lijkt evenwel noodzakelijk te zijn. Het toekennen van deze bevoegdheid om uitspraak te doen in hoger beroep aan de arbeidsrechtbanken zoals voor de pensioenregeling voor werknemers en zelfstandigen het geval is, kan niet worden overgenomen voor de pensioenen van de overheidssector. Dit zou

tations relatives au contrat de travail et à la sécurité sociale, à l'exclusion de celles portant sur les relations de travail des fonctionnaires publics soumis à un statut.

Dans ces circonstances, il s'impose de confier la mission de statuer en appel à un organisme spécifique au secteur public. Dans la même optique, et en ce qui concerne les compétences en première instance, il paraît également logique de les confier à un organisme propre au secteur public plutôt que de les attribuer comme c'est actuellement prévu, au Conseil médical de l'invalidité, qui intervient lorsqu'il s'agit d'une pension accordée dans le régime des travailleurs salariés ou dans celui des indépendants.

Exception faite du cas des anciens militaires, le Service de santé administratif du Ministère de la Santé publique remplit déjà la tâche de déterminer si, pour l'octroi éventuel du minimum garanti, les retraités du secteur public sont atteints d'une invalidité permanente de 66 p.c. au moins. Il paraît dès lors indiqué de lui attribuer les mêmes compétences en ce qui concerne les ayants droit à une pension de survie âgés de moins de 45 ans.

Il faut cependant noter que, si l'ayant droit à une pension de survie à charge du secteur public peut également prétendre à une pension à charge du régime de pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants, il ne sera pas fait usage de la procédure décrite ci-avant. Dans ce cas, la décision prise en ce qui concerne la pension accordée dans un de ces derniers régimes par le Conseil médical de l'invalidité (en première instance) ou les tribunaux du travail (en degré d'appel), sera également valable en ce qui concerne la pension de survie à charge du secteur public.

Tel est l'objet de l'article 1<sup>er</sup>.

Par ailleurs, l'article 6, § 1<sup>er</sup> du même arrêté royal du 29 janvier 1985 précise les documents que doit fournir un conjoint survivant à l'appui de sa demande de pension de survie du secteur public. Parmi ces documents figure notamment un extrait de l'acte de mariage précisant la date de naissance de chacun des conjoints. Or, dans la pratique il est apparu que certains extraits d'acte de mariage ne comportent pas la mention de ces dates. Etant donné que ces renseignements constituent à la fois un élément indispensable pour une identification correcte du titulaire de la pension et du donnant droit à pension, et, dans certains cas, une donnée d'importance essentielle pour le calcul de la pension, une modification de l'article 6, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 janvier 1985 s'avère nécessaire en vue de rendre obligatoire la production, par l'ayant droit, d'un extrait de l'acte de naissance de chaque conjoint lorsque l'extrait de l'acte de mariage ne mentionne pas la date de naissance des époux. C'est ce que précise l'article 2.

L'article 3 fixe les dates d'entrée en vigueur des mesures nouvelles. Il contient en outre une disposition transitoire qui règle le sort de certains recours introduits avant l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure en matière de reconnaissance d'une invalidité permanente de 66 p.c. au moins.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Pensions,  
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
Mme L. DETIEGE

immers in strijd zijn met de algemene optiek van artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek volgens hetwelk deze rechtbanken slechts kennis nemen van geschillen inzake arbeidsovereenkomsten en sociale zekerheid, met uitsluiting van de geschillen betreffende de arbeidsbetrekkingen van de aan een statuut onderworpen overheidsambtenaren.

In deze omstandigheden dient de opdracht om in hoger beroep uitspraak te doen, te worden toevertrouwd aan een instelling die eigen is aan de overheidssector. Vanuit hetzelfde oogpunt lijkt het bovendien logisch om de bevoegdheden in eerste aanleg eveneens toe te vertrouwen aan een instelling die eigen is aan de overheidssector, eerder dan ze toe te kennen, zoals thans voorzien is, aan de Geneeskundige Raad voor invaliditeit, die tussenkomt wanneer het gaat om een pensioen toegekend in de regeling voor werknemers of in die voor zelfstandigen.

Behalve ten aanzien van de gewezen militairen heeft de Administratieve Gezondheidsdienst van het Ministerie van Volksgezondheid reeds tot taak te bepalen of, voor de eventuele toekenning van het gewaarborgd minimum, de gepensioneerden van de overheidssector een blijvende invaliditeit van ten minste 66 pct. hebben opgelopen. Het lijkt dan ook aangewezen om aan deze dienst dezelfde bevoegdheden te verlenen met betrekking tot de rechthebbenden op een overlevingspensioen die de leeftijd van 45 jaar niet hebben bereikt.

Aan te stippen valt evenwel dat, indien de rechthebbende op een overlevingspensioen ten laste van de overheidssector eveneens kan aanspraak maken op een pensioen ten laste van de pensioenregeling voor werknemers of voor zelfstandigen, geen gebruik zal gemaakt worden van de hierboven beschreven procedure. In dit geval zal de beslissing die genomen werd inzake het pensioen toegekend in een van de laatstvermelde regelingen door de Geneeskundige Raad voor invaliditeit (in eerste aanleg) of de arbeidsrechtbanken (in beroep), ook geldig zijn inzake het overlevingspensioen in de openbare sector.

Dit is het voorwerp van artikel 1.

Van zijn kant bepaalt artikel 6, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit van 29 januari 1985 de stukken die een langstlevende echtgenoot samen met zijn aanvraag om een overlevingspensioen van de overheidssector moet voorleggen. Een van die stukken is met name een uittreksel uit de huwelijksakte met vermelding van de geboortedatum van de beide echtgenoten. Welnu, in de praktijk is gebleken dat sommige uittreksels uit de huwelijksakte deze datums niet vermelden. Vermits deze gegevens tegelijk een onontbeerlijk element vormen voor een correcte identificatie van de titularis van het pensioen en van de rechtgevend op pensioen en in sommige gevallen een gegeven van fundamenteel belang voor de berekening van het pensioen, lijkt een wijziging van artikel 6, § 1 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 noodzakelijk om de rechthebbende te verplichten tot de voorlegging van een uittreksel uit de geboorteakte van elke echtgenoot wanneer het uittreksel uit de huwelijksakte de geboortedatum van de echtgenoten niet vermeldt. Dit wordt bepaald in artikel 2.

Artikel 3 bepaalt de datums van inwerkingtreding van de nieuwe maatregelen. Het bevat bovendien een overgangsbepaling tot regeling van sommige dossiers waarvoor hoger beroep ingesteld werd vóór de inwerkingtreding van de nieuwe procedure inzake erkenning van een blijvende invaliditeit van ten minste 66 pct.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van Pensioenen,  
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
Mevr. L. DETIEGE

**21 DECEMBRE 1990.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, et l'article 6, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 14 mars 1989;

Vu le protocole du 7 décembre 1989 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la Gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. Le Service de santé administratif du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de constater si l'incapacité permanente de 66 p.c. au moins visée à l'article 4, § 3, alinéa 3 et à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, est atteinte dans le chef d'un ayant droit à une pension de survie, âgé de moins de 45 ans.

Pour faire valoir cette incapacité, celui-ci adresse à l'organisme chargé de la liquidation de sa pension de survie une demande appuyée par un certificat médical destiné au Service de santé administratif.

La décision du Service de santé administratif est notifiée à l'intéressé et à l'organisme chargé de la liquidation de sa pension dans les trois jours qui suivent la date à laquelle elle a été prise.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours de l'intéressé auprès du Service de santé administratif statuant en appel dans le délai de trente jours à dater de la notification.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, lorsqu'un ayant droit visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait également valoir des droits à une pension de survie à charge du régime de pension des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants, la constatation de l'incapacité permanente de 66 p.c. au moins s'effectue selon la procédure prévue par ces régimes, et la décision intervenue est valable en ce qui concerne la pension de survie visée par la loi du 15 mai 1984. »

**Art. 2.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup> du même arrêté royal sont apportées les modifications suivantes :

a) le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. un extrait de l'acte de mariage; »;

b) il est ajouté un point 3, rédigé comme suit :

« 3. si l'extrait de l'acte de mariage ne mentionne pas la date de naissance des époux, un extrait de l'acte de naissance de chacun des conjoints. »

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge*. Toutefois, les appels introduits avant cette date d'entrée en vigueur contre les décisions rendues par le Conseil médical de l'invalidité sont recevables devant le Service de santé administratif

**21 DECEMBER 1990.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 1, § 1, en artikel 6, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 maart 1989;

Gelet op het protocol van 7 december 1989 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de Rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1, § 1. De Administratieve Gezondheidsdienst van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu dient vast te stellen of de blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. bedoeld in artikel 4, § 3, derde lid, en in artikel 6, eerste lid van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, bereikt wordt door een rechthebbende op een overlevingspensioen die de leeftijd van 45 jaar niet bereikt heeft.

Om deze ongeschiktheid te doen gelden, richt hij aan de instelling die de vereffening van zijn overlevingspensioen verzekert een aanvraag, waarbij een medisch getuigschrift gevoegd wordt, bestemd voor de Administratieve Gezondheidsdienst.

Van de beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst wordt binnen de drie dagen volgend op de datum waarop zij werd getroffen, kennis gegeven aan de betrokkene en aan de instelling belast met de vereffening van zijn pensioen.

Tegen deze beslissing kan door de betrokkene, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving ervan, beroep worden aangetekend bij de Administratieve Gezondheidsdienst, die in hoger beroep uitspraak doet.

In afwijking van de vorige leden wordt, indien een in het eerste lid bedoelde rechthebbende eveneens rechten doet gelden op een overlevingspensioen ten laste van de regeling voor werknemerspensioenen of die voor zelfstandigen, de blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. vastgesteld overeenkomstig de door deze regelingen voorziene procedure en de getroffen beslissing geldt voor het pensioen bedoeld bij de wet van 15 mei 1984. »

**Art. 2.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2 wordt vervangen door de volgende bepaling.

« 2. een uittreksel uit de huwelijksakte; »;

b) een punt 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 3. indien het uittreksel uit de huwelijksakte de geboortedatum van de echtgenoten niet vermeldt, een uittreksel uit de geboortekte van elk der echtgenoten. »

**Art. 3.** Artikel 1 treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* zal zijn bekendgemaakt. De voor deze datum van inwerkingtreding ingestelde beroepen tegen de beslissingen van de Geneeskundige Raad voor Invaliditeit zijn evenwel ontvankelijk voor de Administratieve

statuant en appel. Dans ce cas, les décisions portant reconnaissance de l'incapacité de 66 p.c. au moins produisent leurs effets aux dates prévues à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 de l'arrêté royal du 29 janvier 1985.

L'article 2 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1984.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Pensions, Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1990.

### BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Pensions,  
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
Mme L. DETIEGE

Gezondheidsdienst die in hoger beroep uitspraak doet. In dit geval hebben de beslissingen houdende erkenning van de ongeschiktheid van ten minste 66 pct. uitwerking op de datum voorzien door artikel 1, § 3 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985.

Artikel 2 heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1984.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 1990.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van Pensioenen,  
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
Mevr. L. DETIEGE

F 91 — 231

#### 23 JANVIER 1991. — Arrêté royal approuvant les modifications aux statuts de la Banque Nationale de Belgique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1939, confirmé et modifié par la loi du 16 juin 1947, modifié par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957 et du 19 juin 1959, par l'arrêté royal n° 42 du 4 octobre 1967 pris en exécution de la loi du 31 mars 1967 et par les lois du 9 juin 1969, 11 avril 1975, 23 décembre 1988 et 2 janvier 1991, notamment l'article 35;

Vu l'article 92 des statuts de la Banque Nationale de Belgique, approuvés par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1948;

Vu l'expédition d'un procès-verbal authentique du 18 janvier 1991, dressé par le notaire Jacques Possoz, à Bruxelles, d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque Nationale de Belgique, société anonyme, apportant des modifications aux statuts de la société;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les modifications suivantes aux statuts de la Banque Nationale de Belgique, adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 18 janvier 1991 :

1<sup>o</sup> Dans la version néerlandaise, l'intitulé du chapitre III est remplacé par l'intitulé suivant : « Transacties ».

2<sup>o</sup> L'article 17 des statuts est remplacé par les dispositions suivantes

« Art. 17. La Banque peut, en s'assurant de la liquidité et de la sécurité de ses avoirs :-

1<sup>o</sup> acquérir et céder :

a) des effets de commerce émis en vue du financement de la livraison de biens ou de services;

b) des titres d'emprunts admis à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou négociés sur des marchés monétaires ou de capitaux;

2<sup>o</sup> faire des avances en compte courant et des prêts à court terme, garantis par un nantissement d'effets de commerce ou de titres d'emprunts, mentionnés au 1<sup>o</sup>, ou d'or;

N. 91 — 231

#### 23 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de Nationale Bank van België

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, bekrachtigd en gewijzigd door de wet van 16 juni 1947, gewijzigd door de wetten van 28 juli 1948, 12 april 1957 en 19 juni 1959, door het koninklijk besluit nr. 42 van 4 oktober 1967 genomen ter uitvoering van de wet van 31 maart 1967 en door de wetten van 9 juni 1969, 11 april 1975, 23 december 1988 en 2 januari 1991, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op artikel 92 van de statuten van de Nationale Bank van België, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 13 september 1948;

Gelet op de uitgifte van een proces-verbaal in authentieke vorm van 18 januari 1991 opgemaakt door notaris Jacques Possoz, te Brussel, van een buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank van België, naamloze vennootschap, houdende wijziging van de statuten van de vennootschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Worden goedgekeurd de volgende wijzigingen aan de statuten van de Nationale Bank van België, aangenomen door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van 18 januari 1991 :

1<sup>o</sup> Het opschrift van hoofdstuk III van de statuten wordt vervangen door het volgende opschrift : « Transacties ».

2<sup>o</sup> Artikel 17 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 17. Met inachtneming van de liquiditeit en de veiligheid van haar tegoeden mag de Bank de onderstaande transacties verrichten :

1<sup>o</sup> de hierna vermeldde waarden verwerven en overdragen :

a) handelspapier uitgegeven ter financiering van de leverantie van goederen of diensten;

b) schuldbewijzen die in de notering aan een effectenbeurs zijn opgenomen of die op geld- of kapitaalmarkten worden verhandeld;

2<sup>o</sup> voorschotten in rekening-courant verstrekken en kortlopende leningen toestaan die gewaarborgd zijn door een onderpand van handelspapier of schuldbewijzen, vermeld onder 1<sup>o</sup>, of van goud;